

L'élection fédérale canadienne du 19 octobre 2015

Analyse des résultats

La 42^e élection fédérale canadienne est un triomphe pour le parti libéral mené par Justin Trudeau¹ : il bat les conservateurs sortants, obtient une majorité absolue de sièges (184 sur 338), efface son échec de 2011 et renvoie le NPD² à son traditionnel statut de tiers parti. Le déclin du souverainisme est confirmé au Québec. Ce sont les prises de positions des libéraux et des néodémocrates sur l'économie durant la campagne qui ont été décisives quant à leurs capacités respectives à incarner une alternative face aux conservateurs sortants majoritairement rejetés.

Rappel historique et enjeux des élections du 19 octobre

Le bouleversement des élections de 2011

Les élections de 2011³ (tableau I) ont été marquées par des bouleversements majeurs. Au pouvoir depuis 2006, les conservateurs ont progressé en voix (39,6 %, + 2 points) et obtenu une majorité absolue de sièges. Cependant, la percée sans précédent des néodémocrates du NPD (30,6 %, + 12,4 pts), accompagnée de l'effondrement simultané des libéraux (18,9 %, - 7,3 pts) et du Bloc québécois (6,1 %, - 3,9 pts)⁴ fut l'évènement majeur. Pour la première fois de leur histoire, les libéraux se sont alors retrouvés en troisième position.

Pour apprécier ces résultats, un bref retour en arrière s'impose.

Les élections de 1993 avaient été l'occasion d'un séisme électoral, avec le retour au pouvoir des libéraux et l'effondrement de l'ancien parti conservateur, les Progressistes conservateurs (PC). Alors qu'ils étaient le gouvernement sortant, les PC avaient été victimes

¹ Fils de l'ancien Premier ministre libéral Pierre-Elliott Trudeau (1968-1979, 1980-1984) décédé en 2000.

² Nouveau Parti démocratique, d'orientations social-démocrate.

³ John H. PAMMET et Christopher DORNAN (eds), *The Canadian Federal Election of 2011*, Toronto, Dundurn, 2011.

⁴ Les indépendantistes du Bloc québécois, qui ne se présentent qu'au Québec, y avaient reculé de 38,1 % à 23,4 % et perdu la quasi-totalité de leurs sièges au profit du NPD (tableau II).

de la percée du *Reform Party*⁵ dans le Canada anglais, et de celle du Bloc québécois au Québec, les indépendantistes se présentant pour la première fois à des élections fédérales alors qu'ils avaient soutenu les PC contre les libéraux en 1984 et 1988. Les libéraux, derrière le Premier ministre Jean Chrétien, ont emporté largement les élections de 1997 et 2000 face à une droite divisée et des néo-démocrates qui restaient faibles. Les PC ont tenté sans succès de reprendre le dessus sur la droite radicale –*Reform Party* puis Alliance Canadienne en 2000- d'abord en 1997 derrière Jean Charest⁶, élu du Québec, puis en 2000 derrière l'ancien Premier ministre fédéral (1979-1980) Joe Clark.

L'année 2003 a vu d'importantes transformations dans le paysage politique fédéral. A droite, le leader de l'Alliance Stephen Harper a réussi à négocier avec les PC la fusion des deux partis sous l'appellation de Parti Conservateur du Canada dont il a pris la direction. Chez les libéraux, la rivalité entre le Premier ministre Jean Chrétien et son ancien ministre des Finances (1993-2002) Paul Martin a tourné à l'avantage de ce dernier, qui s'est imposé dans le parti et a pris la direction du gouvernement en décembre 2003. Paul Martin incarnait alors une ligne moins à gauche, plus centriste et favorable aux milieux d'affaires, moins strictement fédéraliste et plus ouverte aux revendications de l'Ouest et du Québec. Alors que l'arrivée de Paul Martin au pouvoir avait été accueillie très favorablement par l'opinion, la situation s'est rapidement dégradée à cause du scandale des « commandites⁷ » et de sa gestion. Lors des élections du 28 juin 2004, qu'ils avaient provoquées pour se légitimer, les libéraux ont subi un recul considérable, en particulier au Québec. Ils sont toutefois restés en tête grâce à une campagne de peur face à la droite radicale (les conservateurs de Stephen Harper), mais ont dû former un gouvernement minoritaire. Les conservateurs élections n'ont eu qu'un succès limité, échouant à attirer la fraction la plus modérée de l'ancien parti PC et à conserver la fraction la plus « populiste⁸ » de l'ancien électorat allianciste dans l'Ouest. Trois autres résultats ont retenu l'attention : le net redressement du Bloc au Québec, la progression du NPD sur l'ensemble du Canada, et l'arrivée des Verts. Le Bloc a profité du discrédit des libéraux au Québec à cause du scandale des commandites. Le NPD a bénéficié du virage au

⁵ Parti de droite radicale fondé en Alberta avant les élections de 1988.

⁶ Qui a ensuite quitté la scène fédérale pour prendre la direction du parti libéral du Québec, province dont il deviendra Premier ministre de 2003 à 2012.

⁷ Scandale lié à des détournements de fonds par les libéraux lors de la campagne de promotion du Canada au Québec suite au référendum de 1995 perdu de très peu par les indépendantistes.

⁸ Le *Reform Party* en 1993 et 1997, puis l'Alliance canadienne en 2000, avaient mobilisé, en particulier dans l'Ouest, un électorat protestataire réclamant des réformes profondes du système politique et très hostile aux partis traditionnels. Une partie de cet électorat votait NPD avant 1993.

centre-droit des libéraux et a récupéré un électorat protestataire déçu de la fusion de la droite radicale et des PC.

A la fin 2005, Paul Martin a été contraint à de nouvelles élections suite à l'arrêt du soutien du NPD et au développement du scandale des commandites. Les élections du 23 janvier 2006 ont été marquées par la défaite des libéraux au profit des conservateurs de Stephen Harper, qui ont formé un gouvernement minoritaire. Les libéraux ont subi un fort recul en voix comme en sièges sur l'ensemble du Canada, mais se sont surtout effondré au Québec au profit des conservateurs. Stephen Harper avait considérablement modéré le programme de son parti, pour limiter l'effet de la campagne libérale, et fait des efforts en direction du Québec en améliorant son français⁹ et en se prononçant pour un « fédéralisme d'ouverture ».

Les deux premières années de gouvernement minoritaire de Stephen Harper lui ont permis de modérer son image et de démentir les prévisions catastrophistes des libéraux. Il a provoqué des élections à l'automne 2008 au vu de la rapide dégradation de l'économie liée à la crise internationale. Les conservateurs l'ont à nouveau emporté lors des élections du 14 octobre 2008, progressant en pourcentage et en sièges, mais insuffisamment pour obtenir un gouvernement majoritaire (143 sièges sur 308). Les libéraux menés par Stéphane Dion, un proche de l'ancien Premier ministre Jean Chrétien, ont enregistré une lourde défaite, obtenant le plus faible résultat de leur histoire (26,2 %) et perdant 27 sièges, alors que les Verts et le NPD ont légèrement progressé et que le Bloc a décliné au Québec. La victoire des conservateurs résultait essentiellement de leur bonne image en termes de capacité à diriger l'économie dans une période qui s'annonçait difficile. Après ces élections insatisfaisantes pour tous, Dion a conclu une alliance avec le NPD et le Bloc pour renverser Harper. Celui-ci a pu conserver le pouvoir grâce au soutien de la gouverneuse générale Michèle Jean (Représentante de la Reine), qui lui a permis de repousser la convocation du Parlement. Les proches de Paul Martin ont alors repris le pouvoir au sein du parti libéral en installant à sa tête Michael Ignatieff, universitaire de renom qui avait fait l'essentiel de sa carrière hors du Canada (en Grande-Bretagne et aux États Unis). Durant la période de 2008 à 2011, les conservateurs ont habilement géré la crise économique et financière et ont fait preuve d'ouverture en direction des communautés d'origine asiatique jusque-là acquises aux libéraux, mais n'ont pu éviter une certaine arrogance provoquant le vote par la Chambre des

⁹ Élément essentiel, notamment lors des débats des chefs dans les campagnes électorales, dont certains sont en français.

Communes d'une motion de défiance libérale le 25 mars 2011, qui a conduit à des élections le 2 mai 2011. Ces élections (tableau I) ont été marquées par une nette victoire des conservateurs qui ont obtenu une majorité absolue de sièges, par un effondrement sans précédent des libéraux, relégués à la troisième place, ainsi que du Bloc, et à une percée du NPD. Le rôle des enjeux et des leaders a été décisif dans ces résultats. Harper avait une assez bonne image, était perçu comme le plus compétent sur l'économie et a bénéficié de la volonté de la majorité des électeurs de mettre fin à l'instabilité politique en ayant un gouvernement majoritaire, un enjeu fort promu par les conservateurs. À l'inverse, les libéraux ont pâti de la très mauvaise image de leur leader, de son agressivité, et de leur responsabilité dans l'organisation d'élections non souhaitées par la majorité des électeurs. De plus, cette mauvaise image de M. Ignatieff contrastait avec la très bonne image de Jack Layton, le leader du NPD. Celui-ci a bénéficié de l'affaiblissement de l'enjeu du souverainisme au Québec et de la forte volonté de la majorité des Québécois de renverser les conservateurs. Quand J. Layton a fait une ouverture en direction des indépendantistes en reconnaissant le droit du Québec à l'indépendance avec un vote référendaire majoritaire (50 % + 1 voix), contrairement aux libéraux et aux conservateurs qui soutenaient la loi référendaire¹⁰, les sondages ont rapidement enregistré une percée du NPD au Québec et un effondrement du Bloc, phénomène qui a provoqué une poussée du NPD au niveau fédéral (le Québec pèse un cinquième de l'électorat) où il a rattrapé les libéraux. Cette crédibilité nouvelle du NPD lui a permis de séduire une partie de l'électorat libéral dans l'ensemble du Canada.

Les enjeux de l'élection du 19 octobre

Les enjeux de l'élection du 19 octobre étaient de deux ordres : (1) qui va gouverner à Ottawa ? (2) les bouleversements de l'élection de 2011 seront-ils confirmés ?

Qui va gouverner à Ottawa et comment ?

Les enquêtes d'opinion au début de la campagne indiquaient que l'élection était *a priori* très ouverte, avec une lutte à trois entre les conservateurs sortants de Stephen Harper, les néodémocrates de Thomas Mulcair¹¹ et les libéraux de Justin Trudeau. D'autre part, quel

¹⁰ La loi sur la clarté référendaire du 29 juin 2000 (rapporteur Stéphane Dion), pose un certain nombre de conditions très restrictives à la possibilité de l'accession à l'indépendance d'une province. Elle est contestée par les indépendantistes québécois.

¹¹ Thomas Mulcair a pris la succession de Jack Layton à la tête du NPD en mars 2012, suite au décès de celui-ci d'un cancer en août 2011.

que soit le parti qui l'emporterait, il semblait peu probable qu'il disposerait d'une majorité absolue de sièges.

Les bouleversements de 2011 seront-ils confirmés ?

L'élection fédérale de 2011 avait été marquée par trois changements majeurs : (a) l'effondrement du Bloc au Québec au profit du NPD qui y est devenu la force localement dominante, (b) un très fort recul du parti libéral sur l'ensemble du Canada au profit du NPD et des conservateurs qui l'a réduit au statut de troisième parti à Ottawa, (c) la promotion du NPD comme opposition officielle, celui-ci devenant un compétiteur crédible pour le pouvoir fédéral, pour la première fois de son histoire.

Derrière la question de la confirmation ou non des changements, il y avait celle de *la nature de l'élection de 2011*. Était-elle une simple *déviaton électorale*, marquée par des changements spectaculaires mais conjoncturels, ou au contraire une *élection de réalignement* qui marque l'émergence d'un *nouvel ordre électoral* après l'effondrement de l'ancien ordre électoral lors de *l'élection de rupture* de 2006¹² ?

La situation politique au début de la campagne

En avril 2013, les libéraux se sont dotés d'un nouveau chef, Justin Trudeau, jeune (41 ans) député de Montréal depuis 2008. Ils ont alors bénéficié d'une très forte poussée dans les sondages qui les ont donnés largement en tête des intentions de vote, à plus de 40 % devant les conservateurs, reléguant le NPD à la troisième place autour de 20 %. Le désastre de 2011 semblait complètement effacé. Cette « Trudeumania » s'est également concrétisée au profit des libéraux dans les élections partielles et provinciales. Mais cet « effet de popularité », courant dans les sondages hors élection au Canada, s'est dissipé à partir de mars 2015. Car l'opposition du NPD au vote de la loi C51¹³ sur la sécurité et le terrorisme, considérée comme attentatoire aux libertés par une grande partie de l'opinion, loi que les libéraux ont soutenue, a

¹²Pour l'ensemble de ces notions qui font référence à la théorie des réalignements, voir Pierre MARTIN, *Comprendre les évolutions électorales, la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Science Po, 2000, p. 417-437, et Pierre MARTIN, *Dynamiques partisanes et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 53-80.

¹³ Ce rôle du débat sur la loi C51 dans la montée du NPD aux dépens des libéraux est analysé dans l'enquête de l'institut EKOS du 12 juin 2015 « NDP Continues To Rise as Liberals and Conservatives Continue To Slide », p.4-6.

permis aux néodémocrates, avec leur victoire surprise lors des élections provinciales du 5 mai 2015 en Alberta, de passer en tête des intentions de vote devant les conservateurs en déclin, reléguant les libéraux à la troisième place autour de 25 %¹⁴.

Les conservateurs étaient affaiblis par les difficultés économiques et les scandales¹⁵. La popularité de Stephen Harper avait considérablement décliné et une nette majorité d'électeurs indiquaient souhaiter un changement de gouvernement. Cependant Harper gardait la confiance du cœur de son électorat, autour de 30 %. Début août, au moment où la campagne électorale a commencé, les choses n'étaient pas jouées.

A l'ouverture de la campagne toutes les enquêtes indiquaient que le NPD était devenu un concurrent crédible pour l'exercice du pouvoir à Ottawa et qu'au Québec l'effondrement du Bloc s'accroissait. Toutefois, malgré leur recul considérable de mars à août 2015 dans les sondages, les libéraux restaient très au-dessus de leur résultat catastrophique de 2011 (18,9 %) et n'étaient pas irrémédiablement distancés par les conservateurs et le NPD.

La campagne électorale

La campagne a d'abord été centrée sur les programmes concernant l'économie, puis s'est déplacée sur le terrain des valeurs (culturelles, identitaires). Avec la volonté majoritaire de changer de gouvernement, ce sont ces enjeux qui ont dominé dans le choix des électeurs, plus que l'image des leaders, dont l'évolution en a plus été la conséquence.

La première partie de début août à début septembre

C'est dans la première partie de la campagne que les libéraux ont créé une dynamique décisive leur permettant d'apparaître comme les meilleurs agents du changement face au gouvernement conservateur de Stephen Harper, très majoritairement rejeté.

¹⁴ On peut suivre le bilan des évolutions intentions de vote durant toute la campagne dans l'enquête de l'institut Forum Research du 19 octobre p. 4.

¹⁵ En particulier la reprise en août du procès de Mike Duffy, sénateur exclu du caucus conservateur, accusé de fraude, abus de confiance et corruption, et qui a bénéficié d'un versement de 90 000 dollars de l'ancien chef de cabinet du Premier ministre en 2013.

La première partie de la campagne, d'août à début septembre, a été centrée sur les programmes concernant la récession économique, préoccupation principale des électeurs¹⁶. Thomas Mulcair, comme les conservateurs, a promis un budget fédéral équilibré, illustrant la volonté de « responsabilité » du NPD, alors en tête dans les sondages, tout en proposant des extensions des programmes sociaux et une hausse des taxes sur les grandes entreprises. De son côté, Justin Trudeau n'a pas hésité à promettre une relance de l'économie par de l'investissement public, même au prix d'un déficit budgétaire, ainsi que des baisses d'impôt pour la classe moyenne financées par une augmentation sur les 1 % les plus riches. Les libéraux, qui ont mieux pris en compte les priorités économiques de la majorité des électeurs, qui préféreraient nettement les investissements dans les infrastructures aux programmes sociaux dès mars 2015¹⁷, ont ainsi dépassé le NPD sur sa gauche et sont apparus comme le meilleur vecteur du changement. Dès le début septembre, ils avaient inversé le rapport de forces avec les néodémocrates dans l'opinion concernant le parti le mieux placé pour répondre aux enjeux économiques¹⁸. Les libéraux, très mobilisés sur ce sujet, notamment avec l'engagement inhabituel¹⁹ de la Première ministre libérale de l'Ontario Kathleen Wynne aux côtés de Justin Trudeau, ont accusés le NPD de cacher qu'il devra couper dans les programmes sociaux pour maintenir l'équilibre budgétaire. Les intentions de vote en faveur des libéraux se sont sensiblement redressées, de 25% à 28-30 %, ce qui leur a permis de réduire sensiblement l'écart avec les néodémocrates et même de devancer les conservateurs en déclin.

La seconde partie : septembre-octobre

Cette seconde partie de la campagne a vu l'irruption des enjeux portant sur les valeurs, d'ordre culturel et identitaire : réfugiés, islam, nationalité.

Quand la crise des réfugiés a fait irruption dans la campagne le 4 septembre avec les images du corps d'Aylan Kurdi sur la plage de Bodrum²⁰, les partis d'opposition ont dénoncé

¹⁶ Ceci est analysé en détail dans l'enquête de l'institut EKOS du 4 septembre 2015.

¹⁷ Par 46 % contre 17 %, enquête Nanos *Canadians on the Economy and the Federal Government* pour *The Globe and Mail*, 17 septembre 2015, p. 7.

¹⁸ Au 1^{er} septembre, les libéraux sont à 28 %, les conservateurs à 28% et le NPD à 22 % sur cette question, contre 23 %, 28 % et 27 % le 11 août. Enquête EKOS du 4 septembre 2015, *op.cit.*, p. 6.

¹⁹ D'habitude les chefs de gouvernements provinciaux restent discrets lors des élections fédérales, et inversement pour le gouvernement fédéral lors des élections provinciales, afin de respecter les différences de compétences et de ne pas hypothéquer les nécessaires relations de travail entre les provinces et Ottawa.

²⁰ Enfant syrien retrouvé mort par des policiers turcs ainsi que son frère et sa mère suite au naufrage de leur canot et dont la famille avait fait une demande d'émigration au Canada où se trouve sa tante.

la politique migratoire des conservateurs²¹, les libéraux promettant d'accueillir 25 000 réfugiés syriens et les néodémocrates 10 000 d'ici la fin de l'année. A la mi-septembre, le Bloc québécois, en perdition dans les sondages au Québec, a violemment attaqué Thomas Mulcair sur la question du port du niqab lors des cérémonies de citoyenneté. Comme une Cour fédérale, soutenue par le NPD et les libéraux, a rejeté un arrêté du gouvernement interdisant le port du niqab lors des cérémonies, les conservateurs et le Bloc veulent faire appel à la Cour Suprême et légiférer pour l'interdire. La grande majorité de l'opinion, en particulier au Québec, soutient l'interdiction. L'irruption de cet enjeu dans la campagne à la mi-septembre a correspondu à un net recul du NPD au profit des conservateurs et du Bloc au Québec.

L'offensive des conservateurs

L'offensive des conservateurs début septembre s'est développée sur plusieurs fronts : l'économie, les réfugiés, l'islam, la sécurité. Sur l'économie, les conservateurs ont accusé le NPD de ne pas être crédible²² et de préparer des hausses d'impôts, et les libéraux de vouloir creuser les déficits, alors qu'eux-mêmes, avec des surplus budgétaires cette année (1,9 milliards), offraient la perspective de baisses d'impôts et d'une réduction de la dette. Sur les réfugiés, les conservateurs ont défendu leur politique restrictive en mettant en avant les impératifs de sécurité (vérifier que des terroristes ne se mêlent pas aux réfugiés). Ils ont également défendu l'engagement militaire face à l'Etat islamique en Irak et en Syrie, engagement critiqué par le NPD et les libéraux²³ mais soutenu par le Bloc. Sur l'Islam, ils ont attaqué le NPD et les libéraux sur la question du niqab, puis ont proposé de l'interdire dans les services publics fédéraux et de créer une Hotline permettant aux citoyens de dénoncer des « pratiques culturelles barbares ». Concernant la sécurité, les conservateurs ont défendu la loi C 51 sur la sécurité contre le terrorisme et ont accusé le NPD de préférer la défense des criminels à celle des victimes. Après avoir privé de sa citoyenneté canadienne Zakaria Amara²⁴, les conservateurs ont été accusés par les libéraux de créer des citoyens de seconde

²¹ L'ancien Premier ministre Jean Chrétien a déclaré le 12 septembre dans *La Presse* avoir « honte » de Stephen Harper.

²² En rappelant notamment les tristes bilans des gouvernements NPD en Ontario et en Colombie-Britannique dans les années 1990.

²³ Le NPD s'oppose à tout engagement militaire hors du cadre de l'ONU et de l'OTAN, alors les libéraux sont plus nuancés, prônant une aide à l'organisation des forces armées locales.

²⁴ Convaincu de complot terroriste dans le cadre de l'affaire des « 18 de Toronto » sa citoyenneté lui a été retirée le 26 septembre, première application d'une loi votée en mai 2015. Il conserve la citoyenneté jordanienne, pays où il peut être expulsé après avoir purgé sa peine.

zone. Ils ont attaqué Justin Trudeau sur sa position favorable à la légalisation de la marijuana en rappelant qu'il avait avoué en avoir fumé, et l'ont accusé de vouloir ouvrir des salles de shoot et des bordels dans les quartiers populaires.

La réaction du NPD

Face au recul enregistré dans les sondages au profit des libéraux puis des conservateurs et du Bloc, qui l'avait relégué en troisième position et laissait planer un risque de marginalisation, Thomas Mulcair a contre-attaqué sur différents plans. Il a accusé Harper d'utiliser le niqab comme « arme de distraction massive » pour cacher son mauvais bilan, de mener une politique qui a creusé les inégalités et sacrifié les emplois industriels, de ne rien faire contre le réchauffement climatique (une priorité pour le NPD), et d'avoir trahi ses promesses de réforme du Sénat²⁵. Il a critiqué Trudeau de vouloir augmenter le fardeau des générations futures (la dette)²⁶, d'avoir soutenu la loi C 51 « dangereuse pour les libertés », et de s'opposer à la suppression du Sénat. Il a également vivement critiqué l'accord de partenariat transpacifique (PTP)²⁷ indiquant qu'il n'engagerait pas un gouvernement NPD et a accusé les libéraux de suivre Harper sur cette question. Enfin il a repris la traditionnelle position « antisystème » du NPD²⁸ insistant sur le fait qu'il est la seule force à pouvoir mettre fin à l'éternel jeu d'alternance au pouvoir « des deux vieux partis » libéraux et conservateurs, tentant ainsi de s'affirmer comme la seule force de changement véritable. Il a réagi à la démission le 14 septembre du coprésident de la campagne libérale Dan Gagnier, accusé de lobbysme en faveur de l'entreprise TransCanada²⁹, en demandant aux électeurs de faire un vrai choix et de ne pas se limiter à « remplacer la corruption conservatrice par le gang qui nous a amené le scandale des commandites ». Mais il était trop tard. Dans les deux dernières semaines de campagne, la stratégie de « guerre culturelle » des conservateurs avait accentué la volonté de la majorité des électeurs de les chasser du pouvoir, favorisant une polarisation des votes sur les libéraux et marginalisant le NPD.

Le Bloc et les Verts

²⁵ Le Sénat canadien est l'une des dernières assemblées non élues. Les sénateurs sont nommés par le Premier ministre sans limitation de nombre. Stephen Harper qui avait promis de réformer le Sénat, a au contraire nommé un grand nombre de sénateurs pour renverser la majorité libérale.

²⁶ Dans cette perspective, il a réclamé un plafonnement des taux des cartes de crédit.

²⁷ Cet accord de libre échange a été conclu à Atlanta entre 12 pays de la zone Asie-Pacifique. Stephen Harper s'est félicité de la conclusion de l'accord le 5 octobre, qu'il a présenté comme un succès pour le Canada.

²⁸ Que concrétise la volonté réaffirmée de suppression du Sénat.

²⁹ Il s'agissait de conseils par courriels concernant la promotion du projet d'oléoduc Energie Est auprès d'un futur pouvoir libéral.

Durant cette campagne, l'objectif du Bloc mené par Gilles Duceppe était de reconquérir le maximum d'électeurs perdus en 2011 vers le NPD. C'est pourquoi le Bloc s'est efforcé de combiner une critique de gauche de Harper sur les questions économiques et sociales et l'environnement, avec des attaques contre le NPD sur les questions identitaires, en particulier le niqab, dans la lignée des positions prises par le Parti québécois.

Menés une nouvelle fois par Elisabeth May, les Verts ont très fortement critiqué les conservateurs sur tous les sujets, considérant l'affaire du niqab comme un faux débat, la politique économique des conservateurs comme mauvaise et injuste, souhaitant l'abrogation de la loi C51, considérant la politique migratoire comme trop restrictive, accusant Harper de saboter la conférence de Paris sur le climat, et ont défendu le développement d'une économie verte et durable pouvant créer de nombreux emplois.

Les résultats

Avec 68,3 % de votants sur les inscrits, la participation électorale, en très forte hausse sur 2011 (+ 7 pts), est la plus importante depuis 22 ans (1993 : 70,9 %). Cette mobilisation exceptionnelle est le signe, en particulier chez les jeunes et les plus diplômés, d'une forte volonté de chasser les conservateurs du pouvoir. Les libéraux triomphent avec 39,5 % (+ 20,6 pts) et 184 sièges (+ 150) sur 338, redevenant le parti dominant de la scène fédérale canadienne, devançant largement les conservateurs et marginalisant le NPD. Le succès libéral est total : ils arrivent en tête dans 11 provinces ou territoires sur 13, obtiennent la totalité des sièges dans les provinces de l'Atlantique (tableau IV), la majorité (40/78) au Québec pour la première fois depuis 35 ans³⁰, 80 sur 121 dans l'Ontario, et arrivent en tête en Colombie-Britannique pour la première fois depuis 47 ans (1968). Dans le Canada anglophone, les libéraux ont capté tout le recul conservateur et renvoyé le NPD à son niveau d'avant 2011, alors qu'au Québec leur progression s'est essentiellement effectuée aux dépens du NPD.

Avec 31,9 % et 99 sièges, les conservateurs sont pratiquement ramenés à leur résultat national de 2000, la première élection du nouveau parti. S'ils restent en tête dans deux provinces de l'Ouest, la Saskatchewan et l'Alberta, ils s'effondrent dans les provinces de l'Atlantique, perdant plus de la moitié de leur pourcentage (18,9 % contre 37,9 % en 2011) et tous leurs sièges³¹. Dans l'Ontario, ils perdent 40 sièges et, avec 35 %, sont ramenés à leur niveau de 2006. Ils ne progressent qu'au Québec, où leur très modeste progression en voix

³⁰ Depuis Pierre-Elliott Trudeau en 1980.

³¹ En particulier dans le Nouveau Brunswick dont ils détenaient 8 des 10 sièges.

leur permet toutefois une nette progression en sièges dans la région de la ville de Québec grâce au fort recul du NPD. Les conservateurs ont particulièrement souffert du mécontentement des zones en difficultés économiques qui se sentent abandonnées ou injustement traitées, comme les provinces de l'Atlantique et les régions rurales du Nord à forte proportion d'autochtones des premières nations, dont le vote s'est partagé entre les libéraux et le NPD. Les conservateurs reculent au profit des libéraux dans les classes moyennes des grandes agglomérations, en particulier dans l'Ontario, à Toronto, et en Colombie-Britannique³² alors qu'ils résistent beaucoup mieux dans les zones rurales culturellement conservatrices de l'Ontario et de l'Ouest intérieur.

Avec 19,7 % (- 10,9 pts) et 44 sièges (-59) les néodémocrates subissent une nette défaite et ont la cruelle désillusion d'être ramenés à leur statut de tiers parti d'un système bipolaire libéraux/conservateurs, statut auquel ils croyaient avoir enfin échappé depuis 2011. Ils ne dépassent les 25 % des suffrages que dans la Colombie britannique (26 %), le Québec (25,4 %) et la Saskatchewan (25,1) et dans les territoires dépeuplés du Nunavut (26,5 %) et du Nord-Ouest (30,8 %). Au Québec, victimes des enjeux identitaires (niqab), mais surtout de la dynamique libérale, ils n'ont pu renouveler leur percée de 2011 mais restent cependant une force de premier plan, conservant ainsi une partie de l'acquis de 2011, surtout aux dépens du Bloc, avec un électorat réduit mais sans doute politiquement plus homogène car ancré à gauche. Dans le reste du Canada, les résultats montrent non seulement une perte vers les libéraux de toute la progression de 2011, mais même souvent des pertes supplémentaires. La dynamique anti-Harper et pro-libérale est dominante dans ces pertes, mais ne suffit pas à toutes les expliquer. Il est particulièrement inquiétant pour le NPD que ses plus mauvais résultats soient obtenus dans les deux seules provinces qu'il dirige, le Manitoba (13,8 %) et l'Alberta (11,6 %) et que le plus fort recul dans les provinces de l'Atlantique soit observé en Nouvelle-Ecosse (16,4 %, - 13,9), province qu'il a gouvernée jusqu'en 2013. Ainsi l'échec ne s'explique pas seulement par l'insuffisance d'audace du programme économique, mais aussi par la déception des gestions provinciales. Ceci illustre doublement le fait que le NPD n'échappe pas à la crise générale de la social-démocratie et à l'épuisement de son projet, ce qui avait déjà été noté dès les années 1990. Rappelons en effet qu'après 1991, le NPD dirigeait les gouvernements provinciaux de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan. C'était près de la moitié des canadiens qui étaient gouvernés par la social-

³² Où, avec 30 %, ils perdent 15,6 pts sur 2011.

démocratie. Ces gouvernements, particulièrement en Ontario³³ et en Colombie-Britannique, ont été des échecs, qui avaient contribué à la lourde défaite du NPD aux élections fédérales de 1993 (6,9 %). Depuis cette date les néodémocrates n'ont pas été plus capables qu'ailleurs de surmonter la crise idéologique et programmatique de la social-démocratie face au déclin de la croissance économique et au remplacement du paradigme keynésien par le néolibéralisme dès la fin des années 1970.

Le Bloc québécois obtient un résultat ambigu et décevant. Il progresse en sièges sur 2011 (10 contre 4)³⁴ grâce au fort recul du NPD et évite la disparition complète. Mais son déclin en termes de suffrages avec 19,3 % (- 4,1), s'accroît et il obtient son plus mauvais résultat depuis 1993. Ses pertes dans l'électorat de gauche vers le NPD, surtout dans l'agglomération Montréal, ne sont pas compensées par sa récupération d'électeurs culturellement conservateurs ayant votés NPD en 2011. Son chef Gilles Duceppe échoue à reconquérir son ancienne circonscription à Montréal. Avec seulement 10 sièges, le Bloc ne pourra pas former un groupe parlementaire³⁵. Son incapacité à profiter du reflux du NPD est un nouveau signe de la crise du souverainisme.

Avec 3,5 % (- 0,4), les Verts restent électoralement marginaux et sont victimes de la dynamique libérale dans l'Ontario et l'Ouest. Cependant leur *leader* Elisabeth May est brillamment réélu en Colombie-Britannique.

Les conséquences politiques de l'élection

Avec 184 sièges sur 338 Justin Trudeau a obtenu un triomphe électoral. Cette performance lui permet d'affirmer un très fort leadership sur son parti, qui renoue ainsi avec sa domination traditionnelle de la scène fédérale (le « parti naturel de gouvernement du Canada »). Il a rapidement marqué sa différence avec le gouvernement précédent en mettant fin à la participation canadienne aux opérations militaires contre l'Etat islamique et en invitant les partis d'opposition à participer à la délégation canadienne pour la Conférence sur le Climat de décembre 2015 à Paris. Chez les conservateurs, Stephen Harper a démissionné de la direction du parti le soir même de la défaite ouvrant ainsi le processus de sa succession. Il en a été de même pour Gilles Duceppe au Bloc québécois, alors qu'au NPD Thomas Mulcair reste en place.

³³ C.F Jean-Pierre BEAUD et Guy PREVOST, *La social-démocratie en cette fin de siècle. Late Twentieth-Century Social Democracy*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1995.

³⁴ Il n'avait que deux sortants en 2015 après deux défections en cours de mandat.

³⁵ Ce qui nécessite 12 sièges.

Cette élection efface en grande partie les résultats de celle de 2011, qui paraît ainsi comme une élection déviante dominée par des facteurs conjoncturels, en particulier la forte impopularité du chef libéral du moment, dans une phase de réalignement ouverte en 2006 par la défaite des libéraux. Seul l'avenir nous dira si 2015 constitue l'élection de réalignement qui met fin à cette phase en fixant un nouvel ordre électoral marqué par le retour des libéraux comme force dominante au niveau fédéral³⁶. On suivra avec attention la concrétisation de l'engagement de Justin Trudeau, réitéré après les résultats, de réformer le mode de scrutin, cette élection devant être la dernière avec le scrutin uninominal à un tour³⁷.

Pierre Martin

Politologue au CNRS, laboratoire PACTE, IEP de Grenoble, chargé de mission à la FNSP.

³⁶ Ce qui a été la caractéristique de tous les ordres électoraux du système partisan fédéral canadien depuis 1945 (1940-1957, 1963-1984, 1993-2006), chaque phase de réalignement correspondant à des gouvernements conservateurs (1957-1963, 1984-1993 et 2006-2015). Sur ce sujet voir Pierre MARTIN, *Dynamiques partisanes et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*, op.cit.

³⁷ Il semble que la préférence des libéraux aille au scrutin alternatif, mode de scrutin uninominal avec vote préférentiel utilisé en Australie pour l'élection des députés au parlement fédéral et dans les Etats, alors que le NPD (Thomas Mulcair) est plutôt favorable à la proportionnelle.